

Brochure n° 3002 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **2609** | **ETAM**

Avenant n° 11 du 3 décembre 2019

relatif aux salaires minima au 1^{er} janvier 2020
(Île-de-France hors Seine-et-Marne)

NOR : ASET2050239M

IDCC : 2609

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FSCOP BTP IDF ;

CAPEB IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

BATIMAT-TP CFTC ;

CFE-CGC BTP ;

URCB CFDT IDF,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application d'une part, de l'article 13.1 du titre III de la convention collective régionale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 19 novembre 2007 et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment et d'autre part de l'article 3.2.2 de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 2006, les organisations d'employeurs et de salariés du bâtiment, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne).

Article 1^{er}

Pour la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé, à compter du 1^{er} janvier 2020, pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par

semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne) comme suit :

Niveau A	1 565 €
Niveau B	1 640 €
Niveau C	1 750 €
Niveau D	1 950 €
Niveau E	2 125 €
Niveau F	2 525 €
Niveau G	2 780 €
Niveau H	2 995 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ETAM de la profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail, le présent avenant sera adressé à la direction générale du travail (DGT) bureau des relations du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Paris, le 3 décembre 2019.

(Suivent les signatures.)